

parti du dynamisme régional prometteur inspiré par l'affaiblissement du régime. Depuis une génération, l'opinion internationale essayait de forcer la main au pouvoir en place afin qu'il amorce la réforme constitutionnelle en Afrique du Sud, tandis que maintenant, elle s'applique plutôt à garantir des changements politiques, sociaux et économiques durables dans l'ensemble de la région. Après avoir semé les graines de la démocratie, le défi est désormais de l'aider à s'enraciner.

## L'intérêt indéfectible du Canada

Ce rapport a donc pour objet d'examiner l'évolution de la situation politique et économique et celle des droits de la personne en Afrique du Sud et en Afrique australe en vue d'établir comment le Canada pourrait répondre à une situation mouvante remplie d'espoirs et de dilemmes. La grande question qui se pose aux Canadiens est la suivante : Maintenant que la victoire sur l'apartheid légal et constitutionnel est imminente, devons-nous nous désintéresser de la région? Avons-nous atteint nos objectifs? La réponse est non.

Le Sous-comité croit que le Canada est toujours intéressé à maintenir des relations étroites avec l'Afrique du Sud et l'Afrique australe. À réduire notre participation en raison de l'abolition juridique de l'apartheid et des négociations constitutionnelles en cours, on risque de trahir l'énergie et les efforts de millions de Canadiens qui ont mobilisé le pays dans cette lutte, ainsi que l'investissement des talents et des ressources du Canada. Par contre, abandonner la lutte signifie surtout trahir la région et ses espoirs de bénéficier des avantages de la démocratie dans tout ce qu'elle signifie.

Le Canada occupe une place unique par ses interventions dans l'Afrique toute entière. En tant que membre du Commonwealth et de la Francophonie et en tant que pays sans liens coloniaux avec le continent, le Canada est un intervenant spécial auquel on fait confiance en matière de développement de l'Afrique. Ces caractéristiques sont surtout évidentes dans le cas de l'Afrique australe, où le Canada s'est acquis un grand respect pour avoir mené la lutte contre l'apartheid au sein du Commonwealth et des Nations Unies. L'appui ferme du Canada aux États limitrophes, dans notre cause commune, tant à l'échelon bilatéral que par l'entremise de la *Southern Africa Development Coordination Conference* (SADCC), a été tout aussi important. Les partenariats entre Canadiens et Africains austraux ont aussi fleuri à l'extérieur des milieux gouvernementaux, établissant des liens à la base dans les différentes sociétés. Le résultat global de cet apport du Canada a été l'établissement d'une relation de confiance avec les populations de l'Afrique australe. Ils apprécient maintenant notre engagement et nous considèrent comme des partenaires du changement. Le Canada doit aider la région à tirer parti du mouvement de transformation amorcé et à se reconstruire.

En retour, le Canada a l'occasion de s'appuyer sur ce legs de bonne volonté pour réaliser ses propres objectifs fondamentaux en matière de politique étrangère. Son principal objectif à ce niveau consiste à appuyer le développement de la démocratie et des droits de la personne et, dans ce secteur d'intervention, la population connaît et approuve notre engagement envers la majorité noire d'Afrique du Sud. Les Canadiens s'attendent que notre participation de longue date à la lutte contre l'apartheid donne des résultats tangibles, des résultats qui, selon notre étude, sont loin d'être assurés.